



PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Lorraine

ARRÊTÉ DREAL-54PCE13PL21

Portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement

Relative au plan de prévention des risques miniers des communes de Auboué, Briey, Homécourt, Joeuf, Moineville, Moitiers et Valleroy en Meurthe-et-Moselle

Le préfet de département,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 54PCE13PL21 déposée par la Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle relative à la réalisation de la « modification du plan de prévention des risques miniers de Auboué, Briey, Homécourt, Joeuf, Moineville, Moitiers et Valleroy », reçue et considérée complète le 22/08/2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°12.BI.29 du 1^{er} juin 2012 portant délégation de signature de Monsieur le Préfet de la Meurthe-et-Moselle en faveur de Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 02/09/2013 ;

Considérant que projet de modification du plan de prévention des risques miniers de Briey relève de l'article R122-18 du code de l'environnement précisant que la nécessité de réaliser une évaluation environnementale fait l'objet d'un examen au cas par cas et d'une décision spécifique par l'autorité compétente en matière d'environnement ;

Considérant que le plan de prévention des risques miniers n'est pas susceptible d'impact notable sur l'environnement puisque celui-ci consiste à délimiter des zonages dans lesquels les constructions sont interdites, et d'autres dans lesquelles elles sont soumises à prescriptions ;

Considérant qu'en l'absence de prescription de travaux ou d'obligation constructive sur le bâti, le plan de prévention des risques miniers n'aura pas d'incidence directe sur l'environnement ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le plan de prévention des risques miniers de Auboué, Briey, Homécourt, Joeuf, Moineville, Moitiers et Valleroy n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 III du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet de plan ou programme peut être soumis.

Article 3

En application de l'article R.122-18 III précité, le présent arrêté sera joint au dossier d'enquête publique et publié sur le site Internet de la DREAL Lorraine.

Fait à Metz, le 31/01/2013

Pour le Préfet et par délégation,
la directrice régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement


Emmanuelle GAY

Voies et délais de recours

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à
Monsieur le préfet de la Meurthe-et-Moselle
1 rue Préfet Claude Erignac
CS 60031
54038 NANCY CEDEX

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au Tribunal administratif :
Tribunal administratif de Nancy
5 Place de la Carrière
54000 Nancy